



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale  
des territoires**

Service Environnement  
Eau – Préservation des Ressources  
Cellule procédures environnementales

**AP n° 2018-MD-18-IC  
MCM**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL de MISE EN DEMEURE  
pris à l'encontre de la société OI MANUFACTURING FRANCE  
de respecter certaines prescriptions concernant la sécurité de l'établissement  
situé sur le territoire de la commune de REIMS**

**Le préfet de la Marne**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 170-1 et suivants ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une verrerie rue Albert Thomas à Reims délivré le 21 octobre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2016, imposant à la société OI MANUFACTURING FRANCE des mesures visant à mettre en conformité ses installations rémoises avec les objectifs attendus par la mise en place des meilleures techniques disponibles ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 31 janvier 2018, relatif à la visite d'inspection du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que la zone froide des ateliers de production de la verrerie n'est pas en intégralité équipée de dispositifs de désenfumage ;

**CONSIDERANT** que les entrepôts de stockage des produits finis ne disposent pas d'un dispositif de détection incendie automatique avec alarme ;

**CONSIDERANT** que ces deux points ont fait l'objet de constats de non-conformité à l'occasion des visites d'inspection du 13 octobre 2016 et du 12 octobre 2017 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas transmis d'éléments permettant de considérer que des travaux de mise en conformité sur ces deux points seront réalisés dans des délais raisonnables ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Marne,

**ARRÊTE :**

**Article 1er**

La société OI MANUFACTURING FRANCE, dont le siège social se situe 64 boulevard du 11 Novembre 1918 à Villeurbanne (69611), est mise en demeure de respecter, sous un délai de 6 mois, l'article 34.2 de son arrêté préfectoral du 21 octobre 2005, relatif au désenfumage de ses locaux, pour sa verrerie située 69 rue Albert Thomas à Reims.

## Article 2

La société OI MANUFACTURING FRANCE est mise en demeure de respecter, sous un délai de 6 mois, l'article 36.11 de son arrêté préfectoral du 21 octobre 2005, relatif à la détection incendie des entrepôts de sa verrerie située 69 rue Albert Thomas à Reims.

## Article 3 - Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, si, à l'expiration des délais fixés pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

- obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser,
- faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;
- suspendre par arrêté le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

## Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 5 : Exécution et diffusion

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, monsieur le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la sous-préfecture de Reims, à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction du service interministériel de défense et de la protection civile, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'Eau, ainsi qu'au maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé au siège social de la société OI MANUFACTURING FRANCE, 64 boulevard du 11 Novembre 1918 à Villeurbanne (69611).

Châlons-en-Champagne, le **26 FEV. 2018**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture



Denis GAUDIN

## **RECOURS**

*La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;*